

# mecelec

## Bilan RSE **2015**



Société Anonyme au capital de 12.145.896 euros  
Siège social Mauves (Ardèche)  
336 420 187 R.C.S AUBENAS

# 1. Note méthodologique

Ce bilan prend en compte :

- L'article L. 2323 du Code du Travail concernant l'analyse de la situation Homme/Femme ;
- La loi NRE (art 148-2 et 149-3) quant aux informations sociales et aux conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement ;
- L'Article 225 de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et son décret d'application du 24 avril 2012

Ce bilan intègre les demandes de nos grands clients, les indicateurs de l'index GAIA (soutenu par Ethifinance, NYSE et la SFAF), les objectifs de la fondation FACE et certains éléments du Global Reporting Index (GRI). Les indicateurs suivis par l'index GAIA sont repérés dans les tableaux.

Il a été publié pour la première fois, avec les données 2011, dans le Document de Référence 2011. Il inclut les données concernant MECELEC SA, sa filiale BESACIER SAS et partiellement, celles concernant la filiale MPC Roumanie.

## Démarche de vérification externe

Ces informations sociales, sociétales et environnementales ont fait l'objet de travaux de vérification par l'Organisme Tiers Indépendant, ODICEO SA, accrédité par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation), sous le numéro 3-1079 dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr), et dont le Rapport figure en section 5.

## 2. Informations sociales

### 2.1. Effectifs

#### 2.1.1. Données générales

Le tableau ci-dessous reprend les indicateurs clés qui sont détaillés et complétés dans les sections suivantes.

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
	<b>Données Groupe MECELEC</b>			
RH1	Effectif du groupe au 31/12 (hors intérim)	■	250	246
RH2	Evolution de l'effectif à périmètre constant	■	-26	-4
RH3	Part des salariés (en %) située en France	■	95,6%	95,9%
RH4	Part des salariés opérant dans des pays sensibles en matière de Droits de l'Homme	■	0%	0%
	<b>Données MECELEC SA</b>			
RH5	Age moyen de l'effectif	■	49,7	49,4
RH6	Part de salariés (en %) de plus de 50 ans	■	53,6%	57,9%
RH7	Part de cadres (en %) dans l'effectif	■	17,2%	15,3%
RH8	Taux de turnover (embauches, départs par motif)	■	10,2%	10,1%
RH10	Importance de la sous-traitance		7,2%	4,2%
RH11	Taux d'absentéisme		5,1%	3,2%
	<b>Données BESACIER</b>			
RH12	Age moyen de l'effectif	■	48,7	46,7
RH13	Part de salariés (en %) de plus de 50 ans	■	46,8%	45,3%
RH14	Part de cadres (en %) dans l'effectif	■	12,8%	11,1%
RH15	Taux de turnover (embauches, départs par motif)	■	18,1%	19,4%
RH16	Importance de la sous-traitance		0,6%	11,8%
RH17	Taux d'absentéisme		9,7%	4,1%
	<b>Données Groupe</b>			
RH9	Part de personnel employé en contrat non permanent (CDD + intérim)	■	9,7%	9,8%



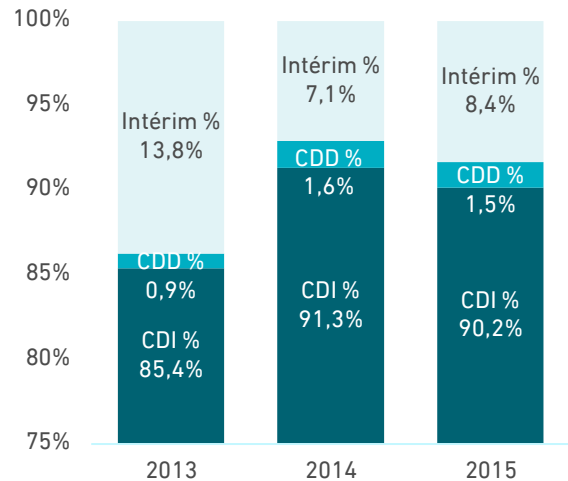
## 2.1.2. Effectif par catégorie et sexe

Les femmes représentent moins d'un quart de l'effectif. Elles sont davantage représentées dans l'effectif Cadre depuis 3 ans. Elles sont surreprésentées dans l'effectif ETAM en raison d'une forte présence féminine dans les postes administratifs. La représentation féminine dans l'effectif ouvrier est en baisse en 2015.

31/12/2014				
	Effectif	H	F	F %
Cadres	38	35	5	13%
ETAM	48	34	14	29%
Ouvriers	162	120	42	26%
<b>Total</b>	<b>250</b>	<b>189</b>	<b>61</b>	<b>24%</b>
31/12/2015				
	Effectif	H	F	F %
Cadres	35	30	5	14%
ETAM	48	36	12	25%
Ouvriers	163	125	38	23%
<b>Total</b>	<b>246</b>	<b>192</b>	<b>55</b>	<b>22%</b>

## 2.1.3. Evolution des effectifs par type de contrat

MECELEC maintient une politique de recours limité à l'intérim et aux CDD ; ces derniers sont majoritairement liés à des contrats de formation en alternance. Le recours à l'intérim a à nouveau baissé en 2015. Les sites de St-Geoirs et Mauves Industries en sont les plus « consommateurs », en raison de l'instabilité du carnet de commandes.

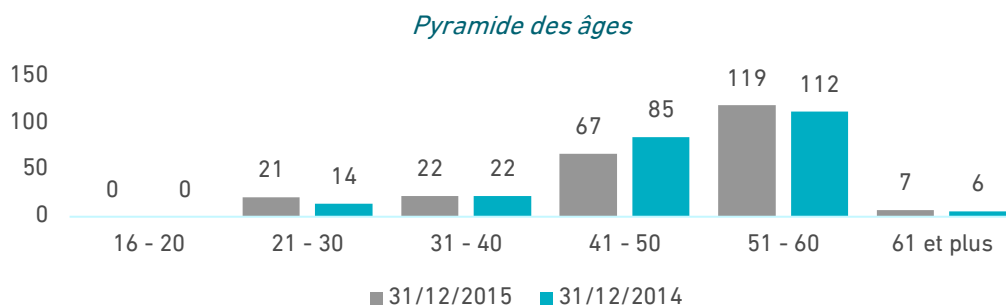


## 2.1.4. Répartition par âge et ancienneté de l'effectif total

### 2.1.4.1. Age et ancienneté

Moyenne par site	31/12/14			31/12/15		
	Age	Ancienneté	Effectif	Age	Ancienneté	Effectif
Mauves	51,8	29,0	77	52,2	29,6	77
Siège	44,2	13,5	43	43,7	13,6	38
St Agrève	48,6	24,4	27	47,7	24,9	26
St Geoirs	48,3	15,7	45	49,9	17,5	42
Corbas	48,0	14,1	47	46,3	13,3	53
<b>MECELEC France</b>	<b>48,7</b>	<b>20,3</b>	<b>239</b>	<b>48,6</b>	<b>20,4</b>	<b>236</b>

### 2.1.4.2. Pyramide des âges



## 2.1.5. Embauches et départs

	2014	2015
Démission	5	2
Retraite	5	6
Fin de CDD	7	4
Rupture Conventionnelle	8	5
Licenciement - Motif Economique	1	6
Licenciement - Motif Personnel	5	5
Licenciement - Inaptitude	6	1
Rupture CDD	1	1
Rupture contrat pendant essai	-	-
Cessation d'activité	-	-
Décès	-	1
<b>Total Départs</b>	<b>38</b>	<b>31</b>
CDI	14	24
CDD	1	3
Alternance / Apprentissage	3	-
<b>Total Embauches</b>	<b>18</b>	<b>27</b>
<b>Taux de Turnover</b>	<b>10.2%</b>	<b>11,6%</b>

Détails	2014	2015
Embauches de salariés de - de 25 ans	5	7
Départs au cours de la période d'essai	-	-
Mutations d'un établissement à un autre	21	2
Départs volontaires en retraite et préretraite	1	6
Décès	-	1

## 2.1.6. Promotions

Promotions	H 2014	F 2014	H 2015	F 2015
Cadre	3	-	7	1
Maîtrise	-	-	-	1
Ouvrier	3	-	4	-
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>2</b>

## 2.1.7. Chômage

	2014	2015
Salariés mis en chômage partiel	48	-
Heures de chômage partiel	1 530	-

## 2.1.8. Absentéisme

	Absentéisme (I S11 A)	
	2014	2015
Mauves	5,2%	3,6%
Siège social	1,0%	1,1%
St Agrève	2,6%	3,6%
St Geoirs	4,4%	3,8%
Corbas	9,7%	4,1%
<b>MECELEC France</b>	<b>5,9%</b>	<b>3,4%</b>

## 2.1.9. Travailleurs extérieurs

	2014	2015
Nombre de salariés appartenant à une entreprise extérieure (au 31/12)	-	-
Nombre de stagiaires	19	15
Nombre moyen mensuel de salariés temporaires	20	22
Durée moyenne (jours) des contrats de travail temporaire	17	9

## 2.2. Rémunérations

### 2.2.1. Charge salariale

	2014	2015
Charge salariale (y/c intérim) K€	8 506	8 026
Masse salariale (hors intérim) K€	7 764	7 219
Chiffre d'affaires K€	27 663	31 049
<b>Rapport Masse Salariale/CA</b>	<b>28,0%</b>	<b>23,3%</b>
Effectif moyen (hors intérim et salariés sans rémunération)	262	236
<b>Rémunération annuelle moyenne K€</b>	<b>29,6</b>	<b>30,6</b>

### 2.2.2. Hiérarchie des rémunérations

Moyenne des rémunérations brutes mensuelles	2014	2015
A - cadres ou assimilés	4 314	4 331
B - ETAM	2 526	2 615
C - ouvriers <sup>1</sup>	2 054	2 136
<b>Rapport A/C</b>	<b>2,10</b>	<b>2,03</b>

### 2.2.3. Moyenne des rémunérations

Dans cette analyse, les rémunérations des salariés à temps partiel sont ramenées sur une base temps plein ; les primes semestrielles sont exclues ; les primes d'ancienneté, d'équipes, de nuit et de panier sont incluses.

	Moyenne rémunération F / H %	
	2014	2015
Cadres	91%	96%
ETAM	90%	101%
Ouvriers	87%	87%
<b>Total</b>	<b>89%</b>	<b>91%</b>

L'écart des rémunérations s'est resserré dans toutes les catégories. Dans la catégorie Cadres, l'écart n'est plus que de 4%, alors même qu'il existe peu de postes identiques. Dans la catégorie ETAM, l'écart ressort à 1% en faveur des femmes.

Nombre de femmes dans les dix plus hautes rémunérations : 1

Femmes	Ouvriers	ETAM	Cadres	Total
Minimum	1 673	2 202	3 064	1 673
Moyenne	1 926	2 633	4 158	2 210
Maximum	2 475	3 125	6 010	6 010
Hommes	Ouvriers	ETAM	Cadres	Total
Minimum	1 617	742	1 041	742
Moyenne	2 213	2 608	4 350	2 656
Maximum	3 938	3 612	6 478	6 478
Total	Ouvriers	ETAM	Cadres	Total
Minimum	1 617	742	1 041	742
Moyenne	2 135	2 614	4 331	2 547
Maximum	3 938	3 612	6 478	6 478

## 2.3. Egalité des chances

Indicateurs	GAÏA	2014	2015
RH12 Part des femmes (en %) dans l'effectif total	■	26%	22%
RH13 Part des femmes (en %) dans l'effectif cadre	■	13%	14%
RH14 Travailleurs handicapés	■		
- Nombre		7	8
- En % de l'effectif moyen		2,9%	3,4%
- A la suite d'accidents du travail intervenus dans l'entreprise		ND	ND
RH15 Tableau de suivi de la diversité FACE		ND	ND

<sup>1</sup> Les rémunérations des salariés à temps partiel sont ramenées sur une base temps plein ; les primes semestrielles sont

exclues ; les primes d'ancienneté, d'équipes, de nuit sont incluses.

## 2.4. Relations Salariés-Direction

	Indicateurs	GAÏA	2014	2015
RH17	Part des salariés (en pourcentage) ayant eu un entretien individuel annuel d'évaluation (objectif 95%)	■	41%	41% <sup>2</sup>
RH18	Accords du type PEE, système d'intéressement	■	oui	oui
	- Accord d'intéressement		01/06/2011	18/06/2015
	- Compte Epargne Temps		11/07/2011	11/07/2011
RH19	Accord sur l'emploi des seniors	■	-	-

## 2.5. Santé et sécurité

	Indicateurs	GAÏA	2014	2015
RH20	Pourcentage de l'effectif représenté dans des comités réunissant direction et salariés sur les thèmes de la santé et de la sécurité		100%	100%
RH21	AT recensés et taux de fréquence et de gravité suivis <sup>3</sup>		oui	oui
	- Taux de fréquence MECELEC SA	■		
	• Mauves		11,78	5,69
	• St Geoirs		74,6	82,7
	• St Agrève		0	0
	- Taux de fréquence BESACIER		37,3	51,7
	- Taux de gravité MECELEC SA	■		
	• Mauves		0,65	0,05
	• St Geoirs		ND	3,6
	• St Agrève		0	0
	- Taux de gravité BESACIER		ND	1,6
RH22	Certification OHSAS 18001 (ou autre système HSS) pour au moins un site		-	-
RH23	Accords portant sur l'amélioration des conditions de travail		oui	oui
RH24	Taux de secouristes du travail par rapport à l'effectif moyen		11,8%	13,5%

## 2.6. Développement des compétences

	Indicateurs	GAÏA	2014	2015
RH25	Programme de développement des compétences (y/c seniors)		-	-
RH26	Nombre d'heures de formation		2.507	3.386
RH27	Nombre moyen d'heures de formation par an et par salarié	■	12,1	14,4
RH28	Taux de formation (budget formation/masse salariale)	■	0,9%	0,6%
RH29	Ratio de formation (Nb de salariés formés / effectif moyen) <sup>4</sup>	■	87.95%	80.17%
RH30	% des heures de formation sécurité par rapport au nombre total heures travaillées au cours de l'année <sup>5</sup>		38.55%	0,17%
RH31	Part d'entretiens individuels annuels (% effectif)	■	41%	41%

<sup>2</sup> Dès 2013, les entretiens individuels sont réalisés sur une période de 2 ans, soit 2013-2014 et 2015-2016. L'objectif reste à 95%.

<sup>3</sup> Dès 2013, taux de fréquence et de gravité issus de la CARSAT.

<sup>4</sup> Ce calcul inclut les salariés ayant bénéficié de plusieurs formations.

<sup>5</sup> Recense les formations type SST, conduite chariot élévateur, habilitation électrique, pont roulant ; en interne ou en externe



## 2.7. Autres conditions de vie relevant de l'entreprise

### 2.7.1. Activités sociales

<b>Contribution aux activités sociales</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Contributions au financement du CE (social)	1.66%	1,06%
Autres dépenses supportées par l'entreprise :		
- logement	-	-
- restauration	98 940€	78 861€
- transport <sup>6</sup>	17 300€	26 158€
- loisirs	-	-
- vacances	-	-
- divers <sup>7</sup>	3 263€	3 704€
<b>Total</b>	<b>119 503€</b>	<b>108 723€</b>

### 2.7.2. Autres charges sociales

<b>Autres charges sociales</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Coût pour l'entreprise des prestations complémentaires (maladie, décès)	304 943€	243 083€
Coût pour l'entreprise des prestations complémentaires (vieillesse)	603 528€	502 215€
Equipements réalisés par l'entreprise et touchant aux conditions de vie des salariés à l'occasion de l'exécution du travail	ND	ND

<sup>6</sup> Prime transport

<sup>7</sup> Remboursement partiel de l'adhésion à un club de sports dans le cadre du plan « MECELEC sans tabac »

# 3. Informations sociétales

## 3.1. Gouvernance

### 3.1.1. Actionnariat

Indicateurs	GAIA	2014	2015
G01 Nombre d'actions composant le capital social en fin d'exercice	■	3.210.632	4.048.632
G02 Capitalisation boursière au 31/12 (M€)	■	7,2	9,5
G03 Existence de plusieurs classes d'actions	■	-	-
G04 Droits de vote double	■	20.739	1.424.906
G05 Part du capital (en %) détenue par les "fondateurs et familles"	■	0,6%	0,5%
G06 Part du capital (en %) détenue par les autres actionnaires détenant au moins 5% du total des titres	■	41,2%	51,6%
G07 Part du capital (en %) détenue par les salariés	■	0,2%	0,1%
G08 Part du capital (en %) en autocontrôle	■	0,5%	0,4%
G09 Part de flottant "libre" (en %) <sup>8</sup>	■	48,8%	39,9%
G10 Pacte d'actionnaires	■	-	-

### 3.1.2. Fonctionnement du Conseil

Indicateurs	GAIA	2014	2015
G11 Structure de gouvernance unitaire à CA	■	Oui	Oui
G12 Présidence et Direction Générale dissociées	■	Non	Non
G13 Nombre d'administrateurs	■	9	8
G14 Nombre d'administrateurs indépendants ou externes	■	4	3
G15 Nombre d'administrateurs femmes	■	2	1
G16 Nombre d'administrateurs femmes indépendantes	■	2	1
G17 Nombre d'administrateurs membres du comité exécutif	■	1	1
G18 Nombre d'administrateurs --exécutifs de la famille du ou des fondateurs	■	-	-
G19 Nombre d'administrateurs représentants les salariés	■	-	-
G22 Nombre de réunions du Conseil au cours de l'exercice	■	7	12
G23 Participation des administrateurs au Conseil	■	79,3%	63,2%

### 3.1.3. Rémunération des administrateurs

Indicateurs	GAIA	2014	2015
G24 Répartition des jetons de présence liée à l'assiduité et/ou à la participation à des comités	■	oui	oui
G27 Montant global des jetons de présence versés aux administrateurs (K€)	■	16,1	25,3
G28 Montant maximum des jetons de présence versés à un administrateur présent à toutes les réunions <sup>9</sup> (K€)	■	2,4	4,4

<sup>8</sup> Hors actions détenues par le concert Seconde Chance, les administrateurs, et actions en auto-détention

<sup>9</sup> Conseils et Comités

### 3.1.4. Code de gouvernance

	Indicateurs	GAÏA	2014	2015
G29	Engagement à se conformer aux recommandations du code de gouvernement d'entreprise pour les VAMP de Middelnext	■	oui	oui
G30	Engagement à se conformer aux recommandations AFEP MEDEF sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	■	non	non
G31	Part des honoraires des commissaires aux comptes correspondant à des activités d'audit sur l'ensemble des honoraires des cabinets d'audit	■	100%	100%

### 3.1.5. Comités spécialisés

	Indicateurs	GAÏA	2014	2015
G32	Comités spécialisés au sein du Conseil	■	oui	oui <sup>10</sup>
G33	Comité d'audit	■	oui	oui
G34	Comité des rémunérations	■	oui	oui
G35	Comité des nominations	■	oui	oui
G36	Comité stratégique	■	-	-

## 3.2. Performance économique

	Indicateurs	GAÏA	2014 <sup>11</sup>	2015
EC1	Chiffre d'affaires consolidé (M€)	■	27.663	31.049
EC2	Masse salariale (M€)		9.979	10.002
EC3	Résultat Opérationnel (M€)		(4.343)	702
EC4	Marge opérationnelle % (Résultat Opérationnel/CA)		(16,1)%	2,2%
EC5	Résultat net part du groupe (M€)		(8.091)	(157)
EC6	Capitaux propres part du groupe (M€)		(4.707)	(2.247)
EC7	Dettes financières totales (M€)		22.349	18.623
EC8	Gearing (dettes financières CT + dettes financières LT) / Capitaux propres totaux en % <sup>12</sup>		ND	ND
EC9	Trésorerie (M€)		8.766	3.527
EC10	Total du bilan (M€)		30.536	24.086
EC11	Valeur de l'action au 31/12		2,23€	2,35€

<sup>10</sup> Le Conseil d'administration du 12 octobre 2015 a décidé de la réintégration des Comité d'audit et Comité des nominations et rémunérations au Conseil.

<sup>11</sup> Données publiées intégrant la filiale MECELEC INDUSTRIES, cédée le 31 décembre 2014.

<sup>12</sup> Le *gearing* est calculé comme suit : Dettes Bancaires et Financières/Fonds Propres et Quasi Fonds Propres ; l'endettement factor est déduit du fait de la contrepartie au poste Clients de l'actif ; en conséquence la trésorerie active n'est pas retranchée. L'endettement obligataire est intégré aux fonds propres et quasi fonds propres.

## 3.3. Engagement sociétal

### 3.3.1. Engagement RSE

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
ES1	Adhésion au Pacte Mondial de l'ONU		oui	oui
	Publication « Communication on Progress »		oui	oui
ES2	Engagement de conformité SA8000		oui	oui
ES3	Adhésion Fondation Agir Contre l'Exclusion		oui	oui

### 3.3.2. Sensibilisation RSE

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
ES4	Action de sensibilisation des salariés	■	-	-
ES5	Intégration de la stratégie RSE dans la communication externe	■	-	-

### 3.3.3. Lutte contre la corruption

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
ES6	Engagements en matière de lutte contre la corruption	■	-	-
ES7	Activités dans des pays particulièrement exposés au risque de corruption (Liste Transparency International)	■	0,0%	0,0%

Le Groupe MECELEC n'a réalisé aucun chiffre d'affaires avec un pays dont le « Corruption Perceptions Index » au sens de Transparency International est inférieur à 20 en 2015.

### 3.3.4. Collectivités locales

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
ES8	Part des revenus redistribués aux collectivités locales (K€)		ND	ND
ES9	Mesures de prévention et de mitigation mises en œuvre au sein des activités avec un potentiel significatif d'impact négatif sur les communautés locales		Néant	Néant

### 3.3.5. Politique Ethique

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
ES10	Formalisation d'une politique éthique ou de conduite des affaires <sup>13</sup>	■	oui	oui
ES11	Communication aux salariés	■	oui	oui

## 3.4. Qualité et relation client

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
RC1	Mise en place d'un SMQ	■	ISO 9001	Idem
RC2	Part de l'activité bénéficiant d'une certification qualité externe (ex : ISO 9001)	■	100%	100%
RC3	Réalisation d'enquêtes de satisfaction clients	■	Oui	Non

<sup>13</sup> Un Code de déontologie boursière a été rédigé le 31 janvier 2016 et diffusé à l'ensemble du personnel, des mandataires sociaux et administrateurs ainsi qu'aux personnes liées.

# 4. Informations environnementales

## 4.1. Système de Management de l'environnement

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN1	Investissements et dépenses de protection de l'environnement par nature		ND	ND
EN2	Mise en place d'un SME		non	non
EN3	Initiatives de sensibilisation des salariés aux impacts environnementaux	■	oui	oui

## 4.2. Matières premières

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
<b>Site de MAUVES</b>				
EN4a	Matières premières utilisées en tonnes		1.993	1.986
EN5	Matières premières recyclées		ND	ND
<b>Site de St AGREVE</b>				
EN4a	Matières premières utilisées en tonnes		572	508
EN5	Matières premières recyclées		ND	ND
<b>Site de St GEOIRS</b>				
EN4a	Matières premières utilisées en tonnes		ND	67
EN5	Matières premières recyclées		ND	ND
<b>Site de CORBAS</b>				
EN4a	Matières premières utilisées en tonnes		ND	ND
EN5	Matières premières recyclées		ND	ND

## 4.3. Efficacité carbone et consommation d'énergie

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN6	Bilan carbone : nombre de sites évalués	■	2/4	0/4
EN7	Emissions de gaz à effet de serre (GES) en tep	■	ND	ND
EN8	Mécanismes spécifiques concernant la consommation et la réduction des GES	■	oui	oui
EN9a	Consommation d'énergie électrique <sup>14</sup>	■		
	- MWh		5.783	7.202
	- MWh/M€ CA		271	232
EN9b	Consommation de gaz	■		
	- MWh		3.177	4.288
	- MWh/M€ CA		149	138
EN10	Initiatives de réduction de la consommation	■	-	-

<sup>14</sup> Incluant MECELEC INDUSTRIES en 2013, seulement MECELEC SA en 2014 et en 2015

#### 4.4. Consommation d'eau

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN12	Consommation d'eau	■		
	- m <sup>3</sup>		ND	ND
	- m <sup>3</sup> /M€ de CA		ND	ND
EN13	% eau recyclée ou réutilisée	■	-	-
EN14	Mécanismes spécifiques pour la mise en œuvre de la politique concernant les consommations d'eau		-	-

#### 4.5. Impact sur la biodiversité

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN15	Surface des terrains au voisinage d'aires protégées ou riches (m <sup>2</sup> ) <sup>15</sup>		39.809	39.809
EN16	Nombre d'espèces menacées dans les zones		ND	ND
EN17	Etude sur l'impact de l'activité sur la biodiversité et mesures prises le cas échéant		-	-

#### 4.6. Gestion des effluents et des déchets

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN18	Soumission à des quotas d'émissions de CO <sup>2</sup>		-	-
EN19	Emissions NOX, SOX en kg		ND	ND
EN20	Masse (t) de déchets par type et mode de traitement <sup>16</sup>	■		
	- DIB		333	306
	- Cartons		38	30
	- DIS		0	6
	- Métaux		11	11
EN21	Volume en tonnes de Déchets Industriels Dangereux		-	-
EN22	Part estimée des déchets triés		ND	ND
EN23	Part estimée des déchets valorisés en interne ou en externe		ND	ND
EN24	Rejets de produits ou émissions diverses, - intentionnellement polluants générés par l'activité identifiés et mesurés en permanence.		ND	ND
EN25	Total des rejets dans l'eau		ND	ND

#### 4.7. Écoconception – Relations avec fournisseurs et sous-traitants

	Indicateurs	GAIA	2014	2015
EN26	Initiatives de réduction des impacts environnementaux des produits		-	-

<sup>15</sup> Site de Mauves

<sup>16</sup> En 2015 sont intégrées les seules données de MAUVES, ST AGREVE et ST GEOIRS.

	<b>Indicateurs</b>	<b>GAIA</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
EN27	% de produits (ou emballages) vendus et recyclés		-	-
EN28	Nombre ou % de produits éco-conçus		-	-
EN29	Nombre d'ACV (analyse du cycle de vie) réalisées		-	-
EN30	Processus de sélection des fournisseurs selon des critères sociaux	■	-	-
EN31	Réalisation d'audits sociaux des fournisseurs	■	-	-
EN32	Processus de sélection des fournisseurs incluant des critères environnementaux	■	-	-
EN33	Réalisation d'audits environnementaux des fournisseurs	■	-	-

#### 4.8. Gestion des produits et des substances dangereuses

	<b>Indicateurs</b>	<b>GAIA</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
EN35	Conformité DEEE	■	N/A	N/A
EN36	Conformité RoHS	■	-	-
EN37	Conformité REACH	■	-	-

#### 4.9. Conformité

	<b>Indicateurs</b>	<b>GAIA</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
EN38	Part des sites (en %) concernée par la réglementation ICPE soumise à déclaration ou autorisation		100%	100%
EN39	Autorisations légales et agréments nécessaires pour l'activité.		100%	100%
EN40	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement		116	(44)
EN41	Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement		-	-

#### 4.10. Transport

	<b>Indicateurs</b>	<b>GAIA</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
EN42	Impacts environnementaux significatifs liés au transport des produits et du personnel			
	<b>Site de MAUVES</b>			
	- Déplacement du personnel (en t eq. CO <sup>2</sup> )		ND	ND
	- Transport des produits entrants et sortants (en t eq. CO <sup>2</sup> )		ND	ND
	<b>Site de ST AGREVE</b>			
	- Déplacement du personnel (en t eq. CO <sup>2</sup> )		ND	ND
	- Transport des produits entrants et sortants (en t eq. CO <sup>2</sup> )		ND	ND
EN43	Actions visant à réduire les impacts environnementaux de la logistique	■	-	Oui
EN44	Initiatives pour réduire l'impact des déplacements professionnels des salariés	■	Oui	Oui

# 5. Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant

Exercice clos le 31 décembre 2015.

## Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport arrêté par le Conseil d'Administration du 19 septembre 2016

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC<sup>17</sup> sous le numéro 3-1079, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport arrêté par le Conseil d'Administration du 19 septembre 2016, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

### Responsabilité de la société

---

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société (ci-après les « Référentiels »).

### Indépendance et contrôle qualité

---

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable et prend en compte les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

### Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

---

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport du Conseil d'Administration ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

---

<sup>17</sup> Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Nos travaux ont été effectués par une équipe de trois personnes entre septembre 2016 et octobre 2016 pour une durée d'environ 6 jours.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission.

## 1. Attestation de présence des Informations RSE

---

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport du Conseil d'Administration avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Sur la base de ces travaux, nous vous signalons que les informations suivantes ne sont pas présentées ou n'ont pas pu être déterminées par la société pour cette clôture :

- la consommation d'eau ;
- les rejets de gaz à effet de serre ;
- l'importance de la sous-traitance et prise en compte de la RSE dans les relations avec les fournisseurs et sous-traitants.

## 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

---

### Nature et étendue des travaux

---

Nous avons mené des entretiens avec le Directeur Général Adjoint, la Responsable des Ressources Humaines, le Directeur Supply Chain et Achats de la société MECELEC afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité et leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur.
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes<sup>18</sup>:

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions, etc.), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport du Conseil d'Administration ;

---

<sup>18</sup> **Informations environnementales et sociétales** : Consommation d'électricité et de matières premières.

**Informations sociales** : l'emploi (l'effectif total, répartition des employés par sexe, par zone géographique, âge et ancienneté), le nombre total d'heures de formation et le nombre d'accident du travail.

- au niveau de la société MECELEC, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 80 % de l'activité (en termes de chiffre d'affaires), 96 % des effectifs et 100 % des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

## Conclusion

---

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

## Observations

---

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que certaines Informations RSE nécessiteraient d'être davantage développées :

- les thématiques sociétales relatives à « la sous-traitance et aux fournisseurs » ;
- les indicateurs de pilotage environnementaux relatifs à la consommation d'eau au rejet de gaz à effet de serre nécessiteraient d'être suivis et communiqués.

Villeurbanne, le 5 octobre 2016

**L'Organisme Tiers Indépendant**

**ODICEO,  
représenté par**

**Sylvain BOCCON-GIBOD  
Associé**